

CHOMAGE, PRECARITE, EXCLUSION SOCIALE

ORGANISONS LA RESISTANCE ET LA SOLIDARITE !

Début décembre, les organisations de chômeurs/ses (AC !, APEIS, MNCP, CGT-chômeurs) manifesteront à Paris. C'est qu'en 2013 l'actualité sera à la renégociation de la convention pour l'indemnisation du chômage ... moment où le patronat tente toujours de rogner les quelques droits des chômeurs/ses.

Comme chaque année, à quelques semaines de Noël, il s'agira donc de **redire l'urgence de la situation pour les millions de chômeurs et chômeuses**. Mais plus largement, c'est la situation des **8 millions de personnes qui vivent en France sous le seuil de pauvreté** qui est alarmante et scandaleuse dans un pays aussi riche que le nôtre.

Notre département n'est pas en reste en matière de misère sociale avec un **taux de chômage de plus de 15%** (un des taux les plus élevés de l'Hexagone) et des quartiers populaires comme la **ZUP de Nîmes** ou la commune de la **Grand-Combe** où le **chômage des moins de 25 ans atteint les 54%**.

VAGUE DE LICENCIEMENTS ET AGGRAVATION DES POLITIQUES D'AUSTERITE

Ce contexte d'urgence sociale des plus démunies est à mettre en lien avec une autre réalité forte de cette rentrée : **la multiplication des plans de licenciements**. Nombre d'entreprises en France (Fralib, ArcelorMittal, Alcatel, PSA-Peugeot, Ford) et de notre Région (IBM, Salins du Midi, Schneider, Sanofi, Jalatte) menacent de fermer leurs sites de production et de licencier en masse leurs salarié-es alors que la plupart sont viables (en partie grâce aux aides de l'État), voire **font des bénéfices éhontés qu'elles reversent en dividendes à leurs actionnaires**.

Ces **pratiques de "Patrons-voyous"**, les salarié-es gardois les connaissent bien. Ils et elles en ont aussi été victimes il y a un an quand le groupe Fayat, après avoir racheté l'entreprise **Richard Ducros à Alès**, licencier ses 350 ouvrier-es.

Les salarié-es, comme toujours, paient les pots cassés de cette **terrible logique qui place les**

intérêts financiers de quelques un-es au-dessus de l'intérêt de ceux et celles qui produisent : les travailleurs et les travailleuses.

Le cynisme patronal est grand au regard de ces suppressions de postes qui ne fait qu'alourdir un contexte social déjà morose. Et l'avenir s'annonce encore plus sombre avec **la ratification récente par la France du super Traité de stabilité (TSCG)** qui prévoit déjà la poursuite voire **l'aggravation des politiques d'austérité**.

Au lendemain de la parution du rapport Gallois sur la compétitivité, le gouvernement Ayrault a, d'ailleurs, déjà annoncé des mesures anti-sociales avec de nouveaux cadeaux au patronat avec la baisse de leurs cotisations (de 20 milliards d'euros) tandis que **la CSG augmentera de 2 points ainsi que la TVA. Une fois de plus c'est la population qui devra payer !**

DES FORMES MULTIPLES DE PRECARITE

La précarité c'est, tout d'abord, la précarité de l'emploi avec la multiplication dans le secteur privé des **contrats-poubelles** : CDD illégaux, successions de missions en Intérim, recours au travail non déclaré. Dans la Fonction publique, l'État **est aujourd'hui le premier employeur des personnels précaires** avec ses temps

partiels imposés, ses emplois-aidés CAE, ses vacances.

La précarité c'est, aussi, la question du **logement**. Quand on est mal payé, sans certitude sur son avenir ou que l'on est sans emploi, on est aussi souvent mal logé. Ou en danger d'expulsion. Pourtant vivre dans un logement insalubre n'est pas un choix. Être expulsé non plus. **Un toit c'est un droit**. Une réalité lointaine quand l'on sait qu'à **Nîmes**, par exemple, on comptait **7500 logements inoccupés**.

La précarité c'est, ensuite, la question des **sans-papiers**. Travailleurs et travailleuses corvéables à souhait dans le BTP, dans les services ou dans la restauration, ils et elles vivent, avec leurs familles, **au quotidien la peur d'un contrôle, d'une arrestation, d'un enfermement puis d'une expulsion**.

La précarité c'est, enfin, la question de la jeunesse. **Les jeunes d'aujourd'hui seront la première génération à connaître un niveau de vie inférieure par rapport à celui de leurs parents**, et ce depuis 1945. Pour un-e jeune, même diplômé-e, trouver un CDI relève d'un parcours du combattant. En pleine crise économique, **jeunesse tend à devenir synonyme de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale**.

AILLEURS COMME ICI : RESISTANCE !

Au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Italie, les journées de grèves générales se succèdent contre les politiques d'austérité, la casse du Code du travail, la baisse des salaires et des pensions et la privatisation des services publics. **A nous aussi de nous mobiliser !**



Face au **chantage à la dette qui nous fait payer le prix d'une crise financière dont nous ne sommes pas responsables...**

Face aux licenciements, aux destructions d'emplois, aux radiations-sanctions des chômeur-ses et aux pressions du patronat...

Organisons la résistance afin d'enrayer le processus avant qu'il ne soit irréversible !

Ensemble portons notre colère dans la rue, le samedi 15 décembre à Nîmes, pour imposer une autre répartition des richesses et la création d'un service public pour l'emploi !



MANIFESTATION SAMEDI 15 DECEMBRE 2012

RDV à 14h00, à Nîmes quartier Sernam (Carrefour rue Sully-Vincent Faïta)

A l'appel de : SOLIDAIRES 30, CNT 30, CGT CHÔMEURS, ATTAC 30, LES INDIGNES DE NÎMES
Initiative soutenue par : les Alternatifs, Parti de gauche, NPA, gauche Anticapitaliste, Fédération Anarchiste, Alternative Libertaire